



Arrivé SG le 31/01/2024

Conseil régional Hauts-de-France

Séance Plénière du 1^{er} février 2024

Vœu commun

Groupe Majorité Régionale, Républicains et Indépendants, Groupe Union des Démocrates et Indépendants & Groupe Modem, Radicaux et Apparentés

POUR LA DÉFENSE DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Depuis longtemps, nous entendons dans nos campagnes la « grogne » de nos agriculteurs mobilisés pour défendre un des plus beaux métiers du monde. Leur mobilisation a permis de porter un cri d'alarme que beaucoup, pendant très longtemps, n'ont pas voulu entendre. Atteintes à leur rémunération, concurrence déloyale, surtransposition réglementaire ou encore surcharge administrative sont tout autant de lests qui entravent un quotidien dédié à nourrir au mieux les Français.

« Pas de pays sans paysans », le Premier Ministre a tenté de répondre aux demandes légitimes de nos agriculteurs par une première série de mesures le 26 janvier dernier, mais force est de constater que le compte n'y est pas. Ses déclarations ont souligné un manque de vision avec des mesures à court-terme, négligeant totalement l'impérative nécessité de placer notre agriculture et la souveraineté alimentaire comme des enjeux d'intérêt national prioritaire.

Il est temps de reconnecter les discours et les actes !

Au niveau européen, la France doit peser de tout son poids pour dire qu'au regard du contexte mondial, il faut impérativement revenir sur l'obligation des 4% de jachères qui nuit grandement à la productivité de nos agriculteurs.

Il est inenvisageable de poursuivre les négociations entre l'Union Européenne et le Mercosur pour la mise en place d'un accord de libre-échange. Nous ne pouvons pas demander à nos agriculteurs de produire le mieux possible et importer viandes ou céréales dont les conditions de production sont loin d'être celles qui font l'excellence à la française.

Au niveau français, Paris doit cesser de vouloir surpasser Bruxelles ! La surtransposition inflige à nos agriculteurs une double peine qui handicape leur compétitivité à l'échelle européenne et mondiale. Il faut en effet changer de stratégie et que plus personne ne puisse jeter l'opprobre sur ceux qui incarnent la France des territoires.

Il est impératif d'alléger la surcharge administrative et corriger les incohérences réglementaires. L'agriculture française est aujourd'hui la plus vertueuse au monde, faisons confiance au bon sens paysan et ne cédon pas face à une écologie punitive déconnectée de la réalité du terrain.

Ces derniers jours, les Français ont montré leur attachement à nos agriculteurs qui œuvrent chaque jour à la grandeur de notre pays. L'agriculture française met à l'honneur un savoir-faire, un patrimoine gastronomique d'exception qui insufflent un véritable sentiment de fierté. Les Conseillers Régionaux des Hauts-de-France, réunis en séance plénière ce jeudi 1^{er} février 2024, demandent à l'État :

- d'obtenir de l'Union Européenne la suppression de l'obligation des 4% de jachères dans la nouvelle PAC qui nuit à la productivité de nos agriculteurs ;
- d'obtenir de l'Union Européenne l'arrêt immédiat de toutes négociations avec le Mercosur pour l'accord de libre-échange qui verrait arriver sur le sol français des produits interdits à la production en France ;
- de revenir sur toutes les surtranspositions du droit européen qui pèsent sur nos agriculteurs ;
- un choc de simplification des obligations administratives et normes environnementales qui pèsent sur nos agriculteurs.
- un allègement des exigences posées par le cadre réglementaire national sur les contrôles des interventions FEADER. Ce cadre élaboré par l'Agence de Service et de Paiement et le ministère en charge de l'agriculture comporte des surtranspositions par rapport aux exigences réglementaires européennes ;
- de garantir une meilleure rémunération des agriculteurs en veillant à une application stricte des lois EGALIM, et d'interdire toute vente de produits agricoles en dessous du prix de production.



Daniel LECA
Président du Groupe UDI



Christophe COULON
Président du Groupe MRRRI



Anthony JOUVENEL
Président du Groupe MoDem

VOEU ADOPTÉ